

Extrait du Investig'Action

<http://www.michelcollon.info/Afrique-8-questions-a-Francois.html>

Afrique : 8 questions à François Hollande

- Français - Analyses et témoignages - Afrique -

Date de mise en ligne : jeudi 14 février 2013

Auteur(s) : Soumaïne Adoum

Depuis l'accession au pouvoir de François Hollande, beaucoup d'africains sont tentés par l'espoir d'un changement dans les relations de leurs pays avec la France. L'avalanche de publications, surtout dans la presse, le confirme. En gros, M. Hollande est propulsé nouveau sauveur, du moins quelques chances lui sont reconnues pour influencer sur la terrible situation de l'Afrique, comme ce fut le cas en 1981 pour François Mitterrand.

[http://farm9.staticflickr.com/8145/7260746676_7cf61d58a1.jpg]

Le centre de gravité de cette effervescence tient à la promesse faite par M. Hollande de bousculer la françafrrique. M. Hollande entend ainsi inscrire la relation franco-africaine dans sa promesse de normalité reposant sur la béquille « Justice et Vérité ». Vu la relation toujours « idyllique » entre la France et l'Afrique, franchement, cette béquille ne parle pas à notre continent, tout au moins à la zone considérée comme le pré-carré français, bastion de la françafrrique.

En tant que système, la françafrrique trouve ses origines à la conférence de Brazzaville en 1944. Depuis lors, rien, absolument rien n'a changé sur les bases relationnelles entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique. Pour le moment à part le slogan « Le changement maintenant », et le virage à 180° vis-à-vis de la méthode Sarkozy^[1] aucun signe tangible ne montre de différences fondamentales d'avec le passé françafricain. Il ne s'agit donc que d'une promesse d'un chef d'Etat français comme tous ses prédécesseurs de la 5ème république. Nul n'est donc tenu d'y accorder quelconque crédit.

M. Hollande ne peut pas intéresser les africains (je parle de l'Afrique qui croit en elle-même), puisque, épluchant ses déclarations, il est facile de constater qu'il s'adresse aux français, parle de leurs problèmes, s'exprime sur leur crainte face à la crise, etc. De l'Afrique ? Pas un mot, à part l'engagement d'en finir avec la françafrrique. C'est justement là qu'il ne faut pas le croire, car Hollande ne s'engage qu'à mettre fin au cercle de relations mafieuses qui lient les élites politiques françaises et africaines. Dans ce sens, il s'engage à ne pas bénéficier des financements occultes dont les chefs d'Etat africains arrosent le cœlig;ur politique français^[2]. Il y a quelque mois, il a eu cette déclaration : « Avec l'Afrique, je veux établir une nouvelle donne. La France maintiendra ses engagements vis-à-vis de ce continent plein de promesses. Toutes les puissances du monde y sont, essayent de développer leur influence et les Africains eux-mêmes ne souhaitent pas que la France se désengage. Mais notre politique doit être différente du passé. Elle doit être fondée sur la transparence dans nos relations commerciales et économiques. Elle doit être fondée sur la vigilance dans l'application des règles démocratiques et le respect aussi des choix souverains. Notre vision de l'Afrique doit refléter ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire un continent en forte croissance et qui le sait et qui ne supporte plus le discours larmoyant à son endroit. Un continent où la démocratie progresse, où l'environnement et l'énergie sont autant de sujets majeurs. Un continent avec lequel nous avons une proximité historique, culturelle, linguistique exceptionnelle. En 2050, 80% des francophones seront Africains, 700 millions de femmes et d'hommes, chacun comprend ici l'enjeu. »^[3] En clair, M. Hollande pense le plus naturellement du monde que l'Afrique est une vaste zone de commerce et en cela, son discours parle à la France et non pas à l'Afrique. Plus encore, ce discours reste dans la ligne naturelle de la françafrrique qui est d'abord et avant tout un système souterrain qui siphonne le continent noir et sur lequel aucun chef d'Etat français (gauche et droite confondues) n'a osé donner un réel coup de griffes. Et pour cause ? L'essentiel de l'économie extérieure française se développe en Afrique et ce grâce à la françafrrique aidée par le très charmant club de la francophonie. Tenez, La francophonie est plus une réalité économique que seulement politique : L'espace francophone c'est^[4] : <div style="margin-left:36.0pt;text-align:justify;text-indent: -18.0pt;line-height:normal;"> - 890 millions de personnes (de consommateurs, s'entend) <div style="margin-left:36.0pt;text-align:justify;text-indent: -18.0pt;line-height:normal;"> - 19% du commerce mondial <div style="margin-left:36.0pt;text-align:justify;text-indent: -18.0pt;line-height:normal;"> - 2 pays membres du G7 (France et Canada) et 4 de l'OCDE (France, Canada, Belgique, Suisse) <div style="margin-left:36.0pt;text-align:justify;text-indent: -18.0pt;line-height:normal;"> - 21,19% des terres habitables de la planète <div style="margin-left:36.0pt;text-align:justify;text-indent: -18.0pt;line-height:normal;"> - 22% des

ressources d'eau potable renouvelables mondiales

Et si on ajoutait ces propos de Mitterrand de 1988 « Un (1) franc investi rapporte 8 frs, la coupe est pleine. Alors, face à ce potentiel à disposition, pour quelle raison un chef d'Etat français, de gauche soit-il refuserait-il de s'aligner à la doctrine gaulliste « la France n'a pas d'amis mais des intérêts » ? M. Hollande n'a d'ailleurs pas d'autre choix que de s'y aligner sinon, il se mettrait à dos tout le milieu d'affaires français, car la relation entre la francafrique et les intérêts économiques français sont trop importants. Il fait donc tout pour ne pas fondamentalement mettre en cause cette pieuvre de francafrique. C'est pourquoi sa stratégie consiste à gommer les aspérités qui dérangent (les relations mafieuses) et à laisser en l'Etat la partie la plus intéressante pour la France, le siphonage des ressources naturelles africaines. Sa stratégie a d'ailleurs l'intelligence de ne déranger personne : les africains pourraient croire à un coup de pied dans la fourmilière, et les milieux d'affaires, malgré la transparence dont se prévaut M. Hollande, continueraient à prospérer dans les mêmes conditions qu'auparavant. François Mitterrand s'est d'ailleurs essayé au démantèlement de la francafrique et s'est lamentablement fourvoyé pour des raisons qui peuvent aujourd'hui forcer Hollande à reculer : la très forte dépendance de la France à la francafrique. Hollande n'est donc pas forcément dans une meilleure position que Mitterrand pour réussir le démantèlement de la francafrique, encore qu'il ait la ferme volonté d'agir. Il n'y a donc aucune raison de compter sur quelconque de ses engagements et voilà ci-après Huit (8) bouchons qu'il devra sauter ou se résoudre à renoncer à sa « Normalité », tout au moins sur le dossier franc africain.

Contrainte n°1 : Renoncer au parrainage du FCFA ? : Au delà de tout l'aspect caricatural, le principal intérêt qui motive jusque là les chefs d'Etat français à s'accommoder de la francafrique tient entre autre au contrôle des réserves de changes extérieures de 16 pays africains[5] de la zone CFA qui sont déposés dans le compte d'opération créé et géré par le trésor français. Ce dernier est lié aux propriétaires de ces réserves, la B.E.A.C.[6], la B.C.E.A.O.[7] et la B.C.C.[8] par des accords économiques qui stipulent cette transaction. Par exemple, l'article 51 du Statut de la (B.E.A.C.) précise de façon claire qu'au moins 20% des ressources financières que les pays de la zone tirent de leur commerce extérieur, ne peuvent pas être utilisés par eux. Ils doivent être laissés au Trésor français, donc à la France, qui les utilise à son gré (aucun Etat africain ne peut contrôler l'usage qu'elle en fait)[9].

Pour donner un ordre de grandeur à la question, l'économiste ivoirien N. AGBOHOU auteur de « L'Euro et le FCFA contre l'Afrique », (un livre de révolte) avait mentionné dans une interview[10], que « le solde du compte d'opération en 2007 est de 12'000 milliards de Cfa soit l'équivalent de 18 milliards d'euro ». Ne serait-ce qu'à appliquer ce montant à 2012, Hollande dispose de la moitié (52%) de son déficit budgétaire de 2012 (35 milliards d'euro;) payable cash par les pays CFA. Je n'étonnerais personne à estimer que le solde du compte d'opération cette année devrait tout simplement exploser vu les milliards de pétrodollars engrangés entretemps chaque année par les pays de la BEAC et la Cote d'Ivoire. Ajoutez-y l'exploitation des autres ressources et vous pouvez imaginer l'ampleur du siphonage dont nous africains sommes victimes et qui nous manquent cruellement pour financer la lutte contre notre pauvreté et ceci avec la bénédiction de nos dirigeants et élites politiques.

M. Hollande pourra-t-il nous affirmer par soucis de « justice et vérité » vis-à-vis de l'Afrique que son administration renonce à user de l'article 51 pour éponger tout ou partie du déficit budgétaire héritées de l'administration Sarkozy soit 35 milliards à combler ? S'il hésite à se servir, il doit alors nous expliquer pourquoi il ne s'attaque pas ouvertement aux accords économiques avec les pays CFA. Par contre s'il continue le manège comme ses prédécesseurs il laisse tomber le masque et adieu la normalité. D'ailleurs, on devra par ce biais comprendre la difficulté de Mitterrand qui a fait des promesses du reste moins ambitieuses que Hollande sur la francafrique. Donc, pourquoi sérieusement Hollande se priverait-il d'une telle ressource quand la crise en Europe exerce la pression que l'on connaît sur les économies de la zone Euro, et surtout que la note de la France n'est toujours pas à l'abri d'une seconde dégradation par les agences de notation ? Pour la petite histoire même la puissante économie de l'Allemagne vient d'être menacée à son tour.

Contrainte n°2 : Fermer les bases françaises et perdre l'avantage d'une présence militaire : La présence militaire française dans le territoire qui est devenu le Tchad remonte à la fin du 19ème siècle. Plus de 100 ans de présence continue donc. Cela a un coût et si cette présence perdure, c'est que la contrepartie est forcément intéressante pour la France, d'où la nécessité des bases militaires[11]. Depuis, celles-ci ont intégré le dispositif franc africain en devenant le bras armé, au sens propre du terme. Elles ont été impliquées dans toutes les opérations de coup d'Etat et barbouzeries commandées par les différents pouvoirs français chaque fois que les intérêts de la

France en Afrique ont été menacés. Hollande parle tout au plus de réaménagement comme l'avait à l'époque annoncé Juppé[12] sous Sarkozy : « *Nous ne souhaitons pas rester forcément dans le format actuel, nous sommes prêts à évoluer vers quelque chose qui évolue davantage vers la coopération entre le dispositif Epervier et l'armée tchadienne* ». On voit bien ici qu'il reste cohérent avec ce qu'il ne dit pas de la françafrrique, puisque les bases font partie intégrantes du dispositif. Les réaménager ne bouscule donc le problème que dans la forme. Sur le fond, le pillage continu et les bases en assurent la sécurité. D'autre part, le président Idris Déby a demandé en 2010 une location de la base aérienne de Ndjamena[13]. Donc la France utilise gratuitement le territoire tchadien depuis 1960. Pas un Kopek n'a été payé. Curieusement depuis cette annonce, l'évolution du dossier semble s'éloigner progressivement de la question du paiement et Monsieur le Président du Tchad n'en parle plus. Monsieur Hollande, ni un membre de son gouvernement non plus. Aucune partie n'a rendu publique quelconque proposition. Pourquoi ? M. Hollande me semble plus intéressé par l'option proposée par Juppé, c'est-à-dire procéder au réaménagement, auquel cas il aurait dû ½ en prendre le contrepiéd. On voit bien l'avantage qu'il en tire pour son intervention au Mali. En cela il est donc un digne continuateur de la politique développée par ses prédécesseurs. Réaménager c'est renforcer la françafrrique. Le silence de Hollande sur la question se comprend bien. Vive donc la françafrrique. Enfin pour pimenter la question je fais une digression pour insérer l'opinion d'un français sur la question et qui montre bien l'état d'esprit des citoyens français.

« *Je ne suis pas sûr que ce soit au contribuable français de protéger le Tchad qui comme certains l'ont remarqué a préféré les pétroliers d'outre-atlantique (EXXON ndlr) aux français. La France-Afrique à la papa, c'est terminé, le Tchad n'est plus une colonie, alors qu'il apprenne à se défendre seul ou qu'il paye en échange* ». Par **Requin** on [jan 12, 2011](http://www.opex360.com/2011/01/12/la-france-va-revoir-son-dispositif-militaire-au-tchad/#comment-9831) [14]

On, voit bien que l'élite politique française se débarrasse de l'opinion publique en laissant se développer ce genre d'ignorance manifeste pour se donner libre cours aux relations mafieuses françafricaines. Hollande ne montre pas qu'il regarde dans une autre direction.

Contrainte n°3 : La plupart des entreprises du CAC 40[15] font leur bénéfice en l'Afrique : Avec la tournure que prend la mondialisation, l'économie mondiale est contrôlée par ceux que l'économiste camerounais François NDENGUE appelle les « Géants Compétitifs ». Les multinationales répondent désormais à deux objectifs : celui des profits dictés par les actionnaires, et celui de renforcer la position géostratégique de leur pays d'origine que leur demande leur gouvernement. C'est ce qu'à fait Elf à l'époque ou encore AREVA aujourd'hui. Or justement ces mêmes entreprises réclament en contrepartie le soutien politique de leur gouvernement. En cela, la françafrrique a largement été utilisée pour ouvrir des champs d'exploitation aux géants français et garantir à la France une zone exclusive dans laquelle prospèrent ses multinationales : Bolloré, AREVA, Air-France, Bouygues, TOTAL, etc. Ce dernier par exemple, produit plus de 40% de ses bénéfices en Afrique grâce à ses implantations dans le golfe de Guinée. En 2005, TOTAL a annoncé 12 milliards d'euros de bénéfices net, soit 4,8 milliards provenant de l'Afrique. TOTAL doit ce résultat à la mafieuse françafrrique grâce à laquelle il a obtenu des positions dominantes et contrats juteux. Quel diable pousserait-il Hollande à bloquer de tels retours sur investissements ? Il a quand même été élu par les français et sur la promesse de leur offrir de l'emploi et c'est ce que font ces entreprises là !

Contrainte n°4 : Renoncer à une balance des échanges positive avec l'Afrique : Dans la profession de foi pour sa réélection en 1988, Mitterrand avait publiquement dit : « *chaque franc investi au sud rapport 8 au nord. Il faut se rendre à l'évidence, ce sont les pauvres qui financent les riches* ». Le *McKinsey Global Institut* (MGI) estime que les dépenses générales en consommation à travers le continent africain dépasserait la barre du trillion (1000 milliards) de dollars en 2012. L'institut cite 5 secteurs lucratifs susceptibles d'attirer les investisseurs : l'agriculture, le tourisme, les mines, les infrastructures et les biens de grandes consommations. Les annonces de la Banque mondiale confirment ceux de MGI : « *Même si le continent reste confronté à d'importants problèmes de développement, le taux du retour sur investissement en Afrique est tout de même le plus élevé au monde* »[16]. N'y a-t-il donc aucune entreprise française pour lorgner sur ce pactole pour que Hollande y crache ? Allons !!!! : Bouygues, Bolloré, Total, Sucre et denrées, AREVA, Air-France. Le gratin je dirai, du CAC40. M. Hollande reste muet sur tout cela. Soit, mais au fond, tous depuis De Gaule, sont dans la même logique : personne n'est disposé à priver la France de sa vache

laitière, l'Afrique. Normal ! Pourquoi seraient-ils les premiers à scier la branche sur laquelle est assis leur pays ? Aucun chef d'Etat français n'a depuis 1961^[17] procédé autrement. De Gaule=Pompidou=Giscard=Mitterrand=Chirac=Sarkozy=Hollande. Et vive donc la continuité.

Contrainte n°5 : La hantise de décrédibiliser le statut international de la France : La cohorte d'Etat africains francophones représente un vivier de voix fidèles à la France lors des votes au conseil de sécurité de l'ONU. Ce qui donne du crédit au statut de la France comme puissance mais également comme membre permanent Conseil de Sécurité de l'ONU. Pour quelles raisons Hollande serait-il emmener à se priver d'un tel recours, sachant que la question de la constitution du conseil de sécurité de l'ONU est maintenant contesté par les puissances montantes et que de ce fait, un des critères de représentation pourrait être le poids économique et militaire ? La France est une puissance moyenne. C'est sa véritable inquiétude. Serval est là pour le démontrer : l'armée française n'a même pas assez d'avions pour projeter ses troupes. Un minimum pour être une puissance.

Contrainte n°6 : Vaincre la tentation de l'arrogance : Tous les chefs d'Etat français (4ème et 5ème république particulièrement) ont marqué leur mandat par des propos offensant vis-à-vis de l'Afrique. Citons deux d'entre eux : Chirac : « *l'Afrique n'est pas encore mi-½re pour la démocratie* » ; Sarkozy : « *le drame de l'homme africain, c'est qu'il n'est pas encore assez entré dans l'histoire* ». De Hollande, encore rien de pareille. Mais, question quand même : comment cautionner le pillage de tout un bloc de continent et en avoir une pensée positive ? Absence de preuves n'est pas inexistence de preuves.

Contrainte n°7 : La hantise de la colonisation à rebours : Les chefs d'Etat africains aussi disposent d'une capacité de nuisance avec laquelle composer. La françafrique n'est plus désormais ce système de contrôle de l'Afrique par l'élite politique et affairiste de la France. Elle s'est aussi depuis longtemps muée en un système symétrique et mafieux à cause des relations politico-affairistes entre Chefs d'Etat français et africains (de la zone CFA). Ainsi ces derniers ont aussi développé des leviers de contrôle sur leurs homologues français (de gauche comme de droite) en les arrosant de millions d'euros des financements occultes. Le dernier en date est Sarkozy lui même, soupçonné d'avoir reçu pour sa campagne électorale de 2007, 50 millions d'€uro; de la part de Kadhafi. Le parti socialiste ne s'est pas privé de se servir à l'époque de Mitterrand. Ce faisant, africains et français traînent tous les mêmes casseroles et ainsi, chacun tient l'autre en respect. C'est ce que les sociologues appellent « les eunuques » parce que par un jeu de mot on conçoit qu'ils sont tenus par les bourses (suivez le regard). Le documentaire de Patrick BENQUET^[18] sur le sujet montre bien le pouvoir de manipulation dont disposait par exemple Omar Bongo sur la droite et la gauche française le long de ses 42 ans de pouvoir. Durant cette période, Hollande fut SG du parti socialiste. Ce qui fait dire à Robert BOURGI^[19] que ce sont les africains qui colonisent maintenant la France. Que pourra faire Hollande face à cela, si de plus l'Afrique prête une oreille attentive à la Chine qui n'hésite pas à bousculer la France jusque dans son pré-carré ?

Contrainte n°8 : Dernière contrainte et non des moindres ; M. Hollande a fort à faire avec les priorités de son propre pays où les difficultés s'accumulent : le déficit budgétaire de l'Etat français, la crise financière, l'augmentation du nombre des chômeurs, le risque que fait courir la faillite grecque, espagnole et italienne sur l'économie européenne, etc. Ces dossiers là sont les priorités des français, et c'est sur eux qu'ils jugeront M. Hollande. Rien que pour ça, il serait étonnant que la françafrique soit une priorité pour le nouveau président français, même s'il le prétend. D'ailleurs, comme pour tout démentir, il a déjà reçu dans les six premiers mois de son quinquennat, les principaux piliers de la françafrique, le président gabonais Ali BONGO ONDIMBA, le Burkinabé COMPAORE, le tchadien Deby, le Camerounais Biya, l'ivoirien Ouattara, etc. Vive le changement. Mais c'est apparemment dans la continuité.

Leçon tirée : On peut s'en tenir à ces 8 bouchons et on ne voit pas par quel tour de magie M. Hollande trouverait-il le tire-bouchon adéquat. Alors, son discours ressemble à s'y méprendre à de la poudre aux yeux, car vouloir s'affranchir des relations affairistes ne représente que la face apparente du problème, la face cachée étant malgré tout, l'immense potentiel de pillage de l'Afrique dont continuera à disposer la France même si son chef de l'Etat et la nouvelle élite au pouvoir prétend ne pas en profiter personnellement. Là est la seule différence avec Sarkozy, qu'aura revendiqué tôt ou tard M. Hollande : l'absence de collusion. Encore faut-il qu'il tienne son engagement électoral sur le sujet (ce dont je doute fortement). Le président français peut fort bien être propre, la France doit son

niveau de vie en partie au pillage qui appauvri l'Afrique. Jacques Chirac l'a d'ailleurs publiquement avoué^[20] « *Une grande partie de l'argent dans nos poches vient de l'exploitation de l'Afrique. Alors il faut avoir du bon sens et de justice pour rendre aux africains ce qu'on leur a pris, d'autant que c'est nécessaire si on veut éviter les pires convulsions ou des difficultés dans un proche avenir* ». Alors, posons l'ultime question à M. Hollande : quelle fierté tire-t-on de gouverner proprement un pays si une partie non négligeable de la richesse dont il jouit, tient des relations mafieuses ? Si le changement version Hollande est un vrai, alors vis-à-vis de l'Afrique, le potentiel de pillage représente le principal défi de ce changement, et non pas la relation personnelle avec le syndicat mafieux des chefs d'Etat africains.

Mais dans tout ce débat, le problème n'est ni Hollande, ni la France. Ce sont les africains eux-mêmes qui, en continuant à confier leur destin à d'autres peuples, se laissent dépouiller de leurs ressources et accepte en contrepartie de vivre une effroyable misère. AGBOHOU a d'ailleurs précisé que toutes les anciennes colonies françaises qui ont développé leurs propres monnaies, ne se portent pas aujourd'hui moins bien économiquement et politiquement que les pays de la zone CFA. On y trouve entre autres l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Mauritanie, le Vietnam. Pourtant l'Euro vaut par exemple aujourd'hui 655,957 Fcfa alors qu'il vaut 28'079.13 VND^[21]. Le Fcfa vaut donc 42 fois la monnaie vietnamienne et le tchadiens ou sénégalais, pour ne citer que ces deux nationalités, connaissent annuellement un déficit céréalier sans le riz vietnamien. Et Sankara a raison de dire que « *l'esclave qui ne fait rien pour s'affranchir de son maître, ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort* ». Voilà un grand homme d'Etat de la trempe dont a besoin aujourd'hui l'Afrique. Faites le tour : qui parmi nos gouvernants relève encore d'une telle hauteur ? Qui même parmi l'élite croit aux chances et mérites de l'Afrique ? Pourtant l'Afrique détient 2/3 des réserves de matières premières de la planète, des terres suffisantes pour nourrir les 9 milliards d'êtres humains de 2050 composée de 2/5ème d'africains dont 50% de jeunes, etc. L'avenir du monde est en Afrique et l'élite africaine regarde ailleurs. Désolant quand même. Les africains des 16 pays de la zone Cfa liés à la France, pourraient-ils une fois comprendre que leur sauveteur n'est pas français et que leur pauvreté est liée au train de vie d'une bonne partie de l'élite politique qui vit dans cette même France ? Mais la difficulté est compréhensible, c'est plus une question d'idéologie que de simple choix de levier de changement.

Source : Investig'Action

Photo : <http://www.sebastienduhamel.com/>

Notes

^[1] N. Sarkozy, extrait discours prononcé à Dakar en 2007 devant un parterre médusé de l'élite sénégalaise : "Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire ».

^[2] Cf Procès Verschave Vs Sassou, Obiang et Déby

^[3] Discours lors de la conférence des ambassadeurs de France réuni à Paris, Source :

^[4]^[4]Notes du Pr Zhan Su lors du RIFE 2012 – Source : <http://www.afriqueexpansion.com/la-...>
[<http://www.afriqueexpansion.com/la-chronique-de-serge-tchaha/4486-lafricque-lenjeu-majeur-de-la-francophonie-economique.html>]

[5] Sénégal, Guinée, Bissau, Côte-d'Ivoire, Mali, Burkina-Faso, Benin, Togo, Niger, Tchad, Cameroun, Guinée Equatoriale, Congo Brazzaville, Gabon, RCA, Comores et Djibouti.

[6] Banque des Etats d'Afrique Centrale

[7] Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

[8] Banque Centrale des Comores

[9] Extrait de l'article « la zone monétaire africaine, passé présent futur » paru dans [www.Africamaat.com](http://www.africamaat.com)
[<http://www.africamaat.com/>]

[10] Source : Intervention télévisée du Professeur Nicolas AGBOHOUN, économiste, sur la chaîne 3ATELESUD.

[11] Celles du Tchad sont implantées depuis la fin des années 60.

[12] Conférence de presse tenue à Ndjamena lors des festivités du cinquantenaire du Tchad en janvier 2010–source : <http://www.opex360.com/2011/01/12/la-france-va-revoir-son-dispositif-militaire-au-tchad/>

[13] Source : <http://www.lefigaro.fr/international...>
[<http://www.lefigaro.fr/international/2010/08/11/01003-20100811ARTFIG00509-le-tchad-remet-en-cause-la-presence-militaire-francaise.php>]

[14] Source : <http://www.opex360.com/2011/01/12/l...>
[<http://www.opex360.com/2011/01/12/la-france-va-revoir-son-dispositif-militaire-au-tchad/>]

[15] La bourse française

[16] Sources : AFP, OMC, ICTSD, Sommet Europe-Afrique, Reuters, Xinhua, lettre hebdo N°330

[17] Les accords économiques entre la France et les pays CFA ont été signés en 1961 sous De Gaulle et révisés en 1973 sous Giscard.

[18] « Françafrique, 50 ans sous le sceau du secret » en vente sur www.pharers-balises.fr
[<http://www.pharers-balises.fr>]

[19] Source : idem

[20] Cf La Françafrique se porte bien - documentaire de l'Association Survie publié en 2009.

[21] Monnaie vietnamienne : la DONG.